



Dossier de presse

À l'occasion du centenaire de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, les Femmes Prévoyantes Socialistes (FPS) ainsi que la Fédération des Centres de Planning familial des FPS (FCPF-FPS) souhaitent souligner une série de mesures progressistes prises durant la crise sanitaire en Belgique pour tendre à plus d'égalité entre les femmes et les hommes et appeler les instances politiques à les améliorer et à les pérenniser dans le temps.

Depuis environ un an, le monde est confronté à une crise sanitaire qui, à la fois, bouleverse nos modes de vie mais aussi expose et renforce de nombreuses inégalités, tant de genre, que sociales et culturelles. Les enjeux auxquels nous devons faire face sont donc multiples et irrépressibles. La crise n'est pas que sanitaire, elle est aussi sociale, économique, environnementale et politique. Augmentation de la précarité, bouleversements climatiques, montée de l'extrême-droite, ... les citoyen-ne-s paient, au quotidien, le prix des recettes néolibérales¹ qui démontrent pourtant leur incapacité à faire face aux grands défis du 21^{ème} siècle. Et les femmes sont les premières touchées par ce système injuste et inégalitaire.

Sans surprise, ce sont elles qui, souvent dans l'ombre, continuent à assurer le bon fonctionnement de notre société en période de pandémie, que ce soit sur le terrain et/ou au sein des foyers. Entre mobilisation accrue des corps professionnels du secteur du *care*², fortement

¹ Recherche du profit à tout prix, accumulation profondément inégalitaire des richesses, politiques d'austérité, économies drastiques dans le domaine public,...

² Les femmes représentent 98% des aides-soignant-e-s à domicile, 91,8% du personnel infirmier, 97,1% des aides ménagères à domicile ou encore 78,5% des caissières-iers [STATBEL, *Les professions en Belgique*, 2019,

exposés au Covid-19, isolement des mères de familles monoparentales, augmentation de la charge mentale et répartition inégalitaire des tâches domestiques³, les femmes sont d'autant plus discriminées au quotidien, au sein d'une société toujours patriarcale. Ces réalités ne peuvent plus être ignorées et il est urgent d'insuffler des changements structurels et systémiques au sein de l'ensemble de nos politiques publiques.

Les crises que nous traversons nous offrent dès lors cette opportunité, que nous ne devons pas manquer. Sur l'année écoulée, les instances politiques ont d'ailleurs dû faire preuve de réactivité en adoptant des mesures parfois novatrices. Certaines d'entre elles ont été en mesure d'apporter une réponse à des problématiques préexistantes mais exacerbées par le contexte. Dès lors, ces initiatives, qui ont permis une évolution positive des conditions de vie de certaines catégories de femmes, doivent absolument être renforcées et s'inscrire dans la durée.

Quelles sont les mesures à pérenniser et nos revendications phares pour 2021 ?

LES POLITIQUES FAMILIALES

Les familles n'ont pas été épargnées par la crise sanitaire. Obligé-e-s de télétravailler en présence de leurs enfants ou de trouver une solution de garde express en cas de mise en quarantaine soudaine, d'autant plus lorsqu'elles-ils effectuent un travail de première ligne sur le terrain, les parents, et surtout les mères, ont été contraint-e-s de jouer les équilibristes pour tout concilier. **Le congé parental « corona »** a permis d'apaiser un peu ces difficultés organisationnelles. Sa forme souple (pas d'autorisation nécessaire de l'employeuse-ur), son application jusqu'aux 18 ans de l'enfant et la majoration de l'allocation d'interruption versée dans ce cadre sont autant d'aspects que nous applaudissons.

C'est pourquoi nous pensons que ce congé parental « corona » pourrait servir de base, à titre de « bon exemple » pour réviser le congé parental « ordinaire ». Ses caractéristiques – précitées – concourent à **une meilleure articulation vie privée-vie professionnelle** pour les parents. Les jeunes ont aussi tout à y gagner s'ils peuvent compter sur le soutien de leurs parents au-delà de l'âge de 12 ans (jusqu'à présent, le congé parental « ordinaire » peut-être pris jusqu'aux 12 ans de l'enfant, 18 ans s'il est en situation de handicap). Par ailleurs, **une allocation d'interruption revue à la hausse** et limitant ainsi la perte de revenus pourrait pousser davantage de pères et co-parents à prendre un congé parental « ordinaire », encore majoritairement pris par les mères.

<https://bit.ly/346Y15R>. Par ailleurs, à Bruxelles, les travailleuses titres-services sont majoritairement des femmes (96 %) d'origine immigrée (98 %), vivant dans une commune pauvre [ROMAINVILLE Alice, « Titres-services : la précarité organisée au service des classes aisées », *Observatoire belge des inégalités*, 25 novembre 2019, <https://bit.ly/3k0obwK>].

³ Selon une étude réalisée par l'Université Saint-Louis, l'UCLouvain et le CESEP durant le premier confinement, « 30% des femmes [...] indiquent qu'elles ont eu des difficultés à combiner leur emploi et les charges familiales pendant le confinement, contre 18% des hommes » [BOUQUET Johanne, « Coronavirus : le télétravail, bonne ou mauvaise nouvelle pour les femmes ? », *RTBF Info*, 9 juillet, 2020, <https://bit.ly/3iDYPmE>].

Une mesure de ce type permettrait de lutter contre les inégalités femmes-hommes dans la sphère familiale en encourageant les pères à s’y investir davantage.

LA PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE

La crise sanitaire a également démontré **l’importance essentielle et universelle de la protection sociale et des services publics**. Du remboursement des consultations médicales par téléphone au gel de la dégressivité des allocations de chômage, en passant par l’interdiction des coupures d’énergie ou encore le moratoire sur les expulsions domiciliaires, les différents gouvernements ont su faire preuve de réactivité par rapport aux affaires sociales et répondre, en partie, aux besoins de la population. À cet égard, nous souhaitons souligner **la simplification administrative pour le chômage temporaire**. Cette mesure devrait, à terme, être appliquée à d’autres droits sociaux, afin de combattre leur non-recours.

Notons également que la pandémie, et plus spécifiquement le premier confinement, a mené à **une augmentation des reports et des renoncements aux soins de santé**. En dehors de la période Covid-19, les reports des soins étaient déjà d’actualité à Bruxelles et en Wallonie pour 4 personnes sur 10 qui ont renoncé à au moins un soin pour des raisons financières⁴. Or, ce phénomène touche particulièrement les familles monoparentales (comptant 80 % de femmes à leur tête). Nous appelons dès lors les dirigeant·e·s à lutter contre les reports de soin dans une optique intersectionnelle. Cette approche permet en effet de révéler les croisements de discriminations multiples vécues par certains publics (sexisme, racisme et validisme par exemple) et, ce faisant, d’apporter des solutions au plus grand nombre en partant des situations plus spécifiques.

LA SANTÉ MENTALE

La formation d’un nouveau gouvernement fédéral, en pleine gestion d’une pandémie mondiale, a par ailleurs amené les actrices·teurs politiques à dégager **des moyens financiers pour le secteur de la santé mentale**. Les autorités régionales et fédérales ont pris des initiatives telles que les fonds COVID19 de la COCOF, le renforcement de certain·e·s actrices·teurs en Wallonie (185 psychologues et professionnel·le·s du secteur engagé·e·s à cet effet), l’accessibilité des psychologues de première ligne à l’ensemble de la population, une campagne d’information pour trouver du soutien (site web, lignes téléphoniques, etc.) et une intervention de l’INAMI dans les téléconsultations au niveau fédéral.

Nous saluons les efforts établis aux différents niveaux de pouvoir mais, au regard du contexte, il est nécessaire d’aller plus loin. Actuellement, **1 femme sur 2 est en stress élevé**, contre 4 hommes sur 10 selon le baromètre Bien-être 2020 de Solidaris⁵. Ainsi, 1 femme sur 3 et 1 homme

⁴ SOLIDARIS, « Le report des soins de santé 2019 », 2019, <https://bit.ly/3kb0NwM>.

⁵ SOLIDARIS, « Baromètre confiance et bien-être 2020 », 2020, <https://bit.ly/3aGqJNw>.

sur 5 sont en dépression (modérée à sévère). Au total, 84% des Belges pensent que la crise sanitaire aura des conséquences graves sur leur santé mentale. Il est primordial que le monde politique écoute et applique véritablement **les revendications émanant du secteur psychosocio-médico-social**. Pour pouvoir améliorer la santé de la population belge, et particulièrement celles des femmes, il faut continuer à **(re)valoriser la première ligne de soins**, en ce compris l'ensemble des actrices-teurs du secteur de la santé mentale, tels que les Centres de Planning familial (CPF) : une prime Covid pour les infirmières-ers, des stages contractuels pour les étudiant-e-s dans ce secteur ainsi qu'un soutien à leur santé mentale ne sont qu'un début dans l'amélioration de leur conditions de travail.

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La crise a aussi eu un impact important sur les violences faites aux femmes. Qu'il s'agisse de sexisme dans l'espace public, de harcèlement en ligne ou encore de violences intrafamiliales, les agressions à leur égard se sont intensifiées. L'absence de témoins dans les rues, la consommation accrue de contenus sur les réseaux sociaux mais aussi l'isolement renforcé des victimes et leur promiscuité avec les agresseurs⁶ sont autant de facteurs qui tendent à expliquer cette augmentation et, notamment, leur gravité. Face à cette situation, les structures spécialisées se sont donc montrées proactives en proposant et en réclamant, sans délais, des solutions auprès des administrations et des autorités locales où elles sont implantées.

Plusieurs initiatives ont vu le jour, telles que **la campagne « Pharmacien-ne-s et libraires : mes confident-e-s »** permettant aux victimes de demander de l'aide de manière sûre dans des lieux accessibles durant le confinement ou encore **la mise à disposition temporaire de chambres d'hôtels** pour pallier au manque, pourtant structurel, de places d'hébergement disponibles. Malgré les mesures prises, cela est loin d'être suffisant. La lutte contre les violences faites aux femmes requiert **l'élaboration de politiques globales, pérennes et coordonnées, financées en conséquence**. Tel que le prévoit la Convention d'Istanbul, ratifiée depuis 2016 par la Belgique, nous revendiquons l'intégration d'une perspective de genre dans l'ensemble des politiques publiques, la création de nouvelles places en structures d'accueil d'urgence, la formation des professionnel-le-s de première ligne, dont les forces de l'ordre, ou encore la mise en place de budgets dédiés à la prévention.

⁶ Au regard du caractère systémique des violences faites aux femmes, qui sont des violences fondées sur le genre, les FPS et la FCPF-FPS ont décidé de ne pas utiliser le terme « auteur » ou « agresseur » en inclusive, vu que ceux-ci sont majoritairement des hommes.

LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Durant l'été 2020, deux lois sur le remboursement de la contraception ont été adoptées. La première accorde **le remboursement des moyens contraceptifs aux femmes ayant le statut BIM (Bénéficiaire à Intervention Majorée), sans limite d'âge**. La seconde permet l'application du tiers-payant lors de la délivrance par la-le pharmacien-ne de **la contraception d'urgence**, même en l'absence d'une prescription médicale. Le tiers-payant permet de ne payer que la part de la bénéficiaire auprès de la-du prestataire de soin, la mutualité se chargeant du reste.

Ces deux lois permettent de belles avancées quant à l'accès pour toutes les femmes à la contraception. Cependant, il ne s'agit que d'une première étape. En effet, nous revendiquons **la remboursement intégral des moyens de contraception féminine** (y compris la pilule d'urgence) **et de contraception masculine** pour garantir à toutes et tous une liberté de choix effective. Par ailleurs, nous continuons de réclamer **l'autorisation de la délivrance de la pilule d'urgence en CPF par du personnel non médical**. L'accueil dans un CPF permet de garantir un accompagnement de qualité, de la confidentialité, de la sensibilisation et de la prévention (via l'Education à la Vie Relationnelle Affective et Sexuelle) quant aux contraceptions existantes, ce qui n'est pas forcément le cas dans une pharmacie.

Cette crise nous démontre que l'État belge est en capacité d'adopter des mesures inédites, telles que débloquer des fonds d'urgence, simplifier les procédures de chômage ou encore voter un congé parental spécial coronavirus. Il est donc nécessaire que la société civile maintienne la pression afin d'asseoir cette volonté politique dans une optique sociale, féministe et environnementale de manière pérenne. Montrons-nous intransigeant·e·s et revendiquons des droits à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Pour aller plus loin, notre étude « La crise sanitaire du Covid-19 : partir du vécu des citoyen·ne·s pour réinventer le monde de demain » est disponible sur [notre site internet](#).

DES ACTIONS MILITANTES POUR PLUS D'ÉGALITÉ !

À l'occasion de cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous organisons et soutenons des actions sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

→ **AU NIVEAU NATIONAL :**



MARCHE MONDIALE DES FEMMES

3 rassemblements nationaux à Bruxelles (dans le respect des mesures sanitaires).

Le lundi 8 mars à 17h30 :

- Gare Centrale (Place de l'Europe) : Stop à la précarité et à la pauvreté !
- Schuman (près de l'Ambassade de la Pologne) : Pour la dépenalisation totale de l'IVG !
- Place de la Monnaie : à confirmer

Événement organisé par la Marche Mondiale des Femmes de Belgique.

Inscriptions obligatoires (capacité maximale de 100 personnes par rassemblement) via :

<https://www.facebook.com/events/234013894938951/>

Webinaire - Journée Internationale de Lutte pour les Droits des Femmes

Le 8 mars de 12h à 13h, différentes associations faisant parties de l'organisation de la MMF, dont les FPS, interviendront lors de ce webinaire. Plusieurs thèmes y seront abordés : la sécurité sociale, la santé, la solidarité internationale, la lutte contre les violences faites aux femmes, l'économie,...

Accès en libre à l'évènement via ce lien Teams : <https://urlz.fr/eZWn>

Plus d'informations : <https://www.facebook.com/events/723218208557212>



FORTES ET FIÈRES, EN GRÈVE CONTRE LEUR CRISE !

Le 8 mars, le **Collectif.e.f 8 maars**, soutenu par les syndicats, appelle à la grève nationale des femmes et des minorités de genre par tous les moyens à disposition : travail salarié, travail domestique, consommation, soin aux autres ; arrêt de travail partiel ou total, signes de solidarité,...

www.8maars.be

→ SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES :

A l'occasion de cette journée dédiée aux droits des femmes, les FPS organisent et soutiennent des actions en Wallonie et à Bruxelles.

BRABANT WALLON

Conférence - "Qu'est-ce que le masculinisme ? Enjeux et réalités"

Le 11 mars à 15h

Existe-t-il un mouvement masculiniste en Belgique ? Comment cette mouvance est-elle perçue par les militantes féministes ? Que revendiquent ceux qu'on appelle plus communément les « mascus » ? Autant de questions auxquelles répondront Valérie Lootvoet, directrice de l'Université des Femmes, et Laudine Lahaye, chargée d'études chez les FPS. Exposé de 40 minutes, suivi d'un échange 20 minutes.

Sur inscription : <mailto:annabelle.duaut@laicite.net>- angelique.marcq@solidaris.be
<https://www.facebook.com/events/275448443923805>

Webinaire - La place des femmes dans l'espace public

Le 9 mars à 20h

Avec Apolline Vranken, architecte investie dans les questions de rapport de genre dans l'espace et d'égalité urbaine; Chloé Salembier, docteure en anthropologie; Florence Vierendeel, chargée de communication politique et d'études; Angélique Marcq, animatrice auprès de Femmes Prévoyantes Socialistes; Nathalie Benoît, responsable Vie Féminine BW, et Laetitia Genin, coordinatrice chez Vie Féminine.

Sur inscription : valerie.dirix@wavre.be - 010/230.337

<https://www.facebook.com/events/275448443923805>

Festiv'Elles - Projection du film « Mon nom est Clitoris » en ligne !

Le 9 mars à 20h

Infos pratiques : <https://www.facebook.com/events/425558825379845>

BRUXELLES

Marche mondiale des femmes

Le 8 mars à 17h30

Comme chaque année les FPS de la régionale de Bruxelles porteront des revendications et seront présentes devant la gare centrale de Bruxelles. En raison des mesures sanitaires, trois lieux de rassemblement statique sont prévus cette année avec une capacité de 100 personnes maximum. Port du masque obligatoire et distance d'1,5 mètre entre participant.e.s.

Infos et inscription sur le site de la Marche Mondiale des Femmes Belgique :

<http://www.marchemondialesdesfemmes.be>

CENTRE & SOIGNIES

La nuit des femmes

Le 6 mars à 18h, Place Mansart à La Louvière.

Évènement en présentiel ! Les rues de La Louvière changent de nom pour mettre à l'honneur des femmes qui se sont battues pour leurs droits. Venez découvrir leur histoire ! Rassemblement lumineux avec des bouts d'histoire, prises de paroles et interventions.

Inscription obligatoire : Anne LECOQ : 0491/243.795 ou lecocgdibiase@gmail.com

Coups de gueule de Louves

Le 8 mars à 11h, Maison des associations (Place Mansart, La Louvière).

Évènement en présentiel en présence de Noémie NANNI, échevine en charge des Conseils consultatifs de la ville. 13h – 16h : Atelier self-défense féministe par Solidarité Femmes. Apprendre aux femmes à se défendre verbalement face aux personnes qui dépassent leurs limites.

Inscription obligatoire (places limitées) : FPS – 071/507.820 – fps.cs@solidaris.be

Visite du Centre de Planning Familial des FPS de La Louvière

Le 9 mars de 10h30 à 12h, Avenue Max Buset, 40 à La Louvière.

Inscription obligatoire (places limitées) : FPS – 071/507.820 – fps.cs@solidaris.be

Ciné-débat « Dames de cœur »

Le 9 mars de 19h à 21h

Un documentaire-fiction qui retrace 4 parcours de vie de femmes prostituées, entre emprise et précarité. Évènement en ligne ! Visionnez le docu-fiction via ce lien :

<http://www.clara.be/index.php/2019/02/19/dames-de-coeur/>

Et nous vous invitons ensuite au débat en ligne à 19h, en présence de l'ASBL Entre 2 Wallonie.

Inscription obligatoire (pour recevoir le lien) : FPS – 071/507.820 – fps.cs@solidaris.be

Atelier « Le collage, ça déchire ! »

Le 10 mars de 9h à 12h

Évènement en ligne ! Le collage, c'est déchirer, découper, assembler, recomposer, transformer, déformer, reconstruire à partir de magazines, de photos, de cartes postales et autres sur des thèmes diversifiés. Une technique simple pour en dire plus! Vous avez des choses à dire ? Venez recréer du sens et du lien avec la technique du collage. Avec Géraldine RENNA des FPS du Centre et de Soignies.

Inscription obligatoire (pour recevoir le lien) : FPS – 071/507.820 – fps.cs@solidaris.be

Animation « Individualisation des droits : l'affaire de tous.tes ! »

Le 11 mars de 13h30 à 15h30

Évènement en ligne ! L'individualisation des droits ? Derrière ce terme complexe et impossible à répéter plus de trois fois d'affilée sans bafouiller se cache une solution pour une Sécurité sociale plus inclusive, égalitaire et féministe ! Venez découvrir le nouvel outil des FPS.

Inscription obligatoire (pour recevoir le lien) : FPS – 071/507.820 – fps.cs@solidaris.be

La prostitution ? Quizz et débat sur la question

Le 12 mars à 10h

Évènement en ligne avec Anita MARICONDA d'Entre Deux Wallonie.

Inscription obligatoire (pour recevoir le lien) : FPS – 071/507.820 – fps.cs@solidaris.be

CHARLEROI

Ateliers d'écriture féministe

Les vendredis 5 et 26 mars de 10h à 12h

Des exercices liés à soi, mais aussi aidée d'extraits sonores ou de vidéos, des portraits d'artistes femmes sur base desquelles vous vous plongerez dans des exercices d'écriture. Pas d'expérience requise pour participer à cet atelier.

Inscription obligatoire aux 2 ateliers : 071/507.819 ou fps.charleroi@solidaris.be

Animation genre et égalité

Le 9 mars de 14h à 16h

En 2021, c'est quoi être une femme, c'est quoi être un homme, les métiers, les inégalités salariales, la répartition des tâches, l'éducation, le genre...au travers d'une série d'échanges, d'extraits, de témoignages tout en laissant place à vos propres expériences, vos expertises et vos définitions ou encore vos contributions pour une meilleure parité entre les femmes et les hommes.

Inscription : 071/507.819 ou fps.charleroi@solidaris.be

Atelier de créations féministes et d'illustrations à la manière de Frida Khalo

Le 16 mars de 14h à 16h

Votre mission avant l'atelier : récupérer des magazines, quelques illustrations de ces artistes (histoire de vous inspirer) vos ciseaux, colle, marqueurs, crayons noirs ou de couleurs, peinture et un support quel qu'il soit...

Inscription : 071/507.819 ou fps.charleroi@solidaris.be

Conférence en ligne - Les violences gynécologiques et obstétricales : fiction ou réalité ?

Le 18 mars de 18h à 20h

Violences gynécologiques et obstétricales, que met-on derrière ces termes ? Contraception par défaut, toucher non souhaité, point du mari, épisiotomie de confort, etc. Vous souhaitez en savoir plus ? Connaître davantage vos droits dans ces circonstances ?

Intervenantes : - Chloé DEBON – Femmes Prod - Diffusion du teaser de Flower of life - Anissa D'ORTENZIO – Chargée d'études chez les FPS : présentation de l'analyse : les violences obstétricales, des exceptions ? - Rachida ESSANNARHI – Directrice de l'asbl Premisse : présentation de la loi relative aux patient.es - Michèle WARNIMONT – Sage-femme référente au Cocoon - La plateforme pour une naissance respectée : thématique précise encore à définir.

Inscription : 071/507.819 ou fps.charleroi@solidaris.be

Vive les Olympes, Simones et toutes les autres !

Le 27 mars de 10h à 12h et de 13h à 16h

De 10h à 12h : l'histoire des droits des Femmes en Belgique. Réflexion sur l'émancipation des femmes et l'égalité femme-homme dans une perspective historique et thématique.
De 13h à 16h : atelier d'illustrations de techniques mixtes créatives.

Inscription : 071/507.819 ou fps.charleroi@solidaris.be

Blind test et apéro féministe - Remise des prix rallye

Le 30 mars à 11h

Et pour clôturer ce mois de mars féministe, retrouvons-nous en ligne pour un mini blind-test et la remise des prix du rallye féministe. Venez tester vos connaissances musicales et vos cordes vocales !

Inscription : 071/507.819 ou fps.charleroi@solidaris.be

LIÈGE

CycloParade Féministe

Le 8 mars à 12h

4^e édition de la Cycloparade. A vélo, en roller, en poussette, en skate ou à pied, nous invitons les citoyen·ne·s à rejoindre la grande parade féministe et se bouger pour les droits des femmes !

Infos pratiques : <https://www.facebook.com/events/1143755386054020>

MONS-BORINAGE

Atelier virtuel de création de slogans

Le 3 mars

Malgré la difficulté à se rencontrer, les associations qui défendent les droits des femmes souhaitent vous entendre et se faire entendre dans le cadre de la Journée Internationale des Droits des Femmes du 8 mars. Participez à notre atelier de création de slogans !

Infos pratiques : <https://www.facebook.com/fpsmb/>

Webinaire - Précarité : quels vécus pour les femmes de Saint-Ghislain depuis la crise sanitaire ?

Le 11 mars à 13h30

Invitée d'honneur : Christine Mahy, Présidente du Réseau belge de lutte contre la pauvreté. Rendez-vous sur l'événement Facebook « Journée Internationale des Droits des Femmes 2021 » pour les modalités pratiques.

Ateliers en ligne : des droits sociaux individualisés, parlons-en !

Le 15 mars à 18h ou le 18 mars à 13h30

Inscription obligatoire : 068 84 82 51 fps.315@solidaris.be

NAMUR

Marche mondiale des femmes

Le 8 mars à 17h Place d'Armes.

Les FPS de la régionale de Namur porteront des revendications et se réuniront à la Place d'Armes à 17h. En raison des mesures sanitaires, un lieu de rassemblement est prévu cette année avec une capacité de 100 personnes maximum.

Infos et inscription sur la page Facebook :

<https://www.facebook.com/events/467664027593939/>

Mobilisation des comités locaux sur les réseaux sociaux

Du 8 au 18 mars

Les militantes namuroises se mobiliseront pour porter leurs messages sur les réseaux sociaux ! Garder l'œil ouvert et suivez nos actions virtuelles sur notre page Facebook : <https://m.facebook.com/FPSprovincedeNamur/>

Une femme, une voix. L'implication des femmes en politique, 100 ans déjà !

Le 18 mars de 17h à 19h

En 1921, les femmes ont pu pour la première fois présenter leur candidature aux élections. Après un siècle, pouvons-nous parler d'un bilan positif en matière d'égalité femme-homme en politique ? Avec nous pour en parler : Stéphanie Wattier, Professeure de droit constitutionnel, de libertés publiques et de droit et genre à l'Université de Namur ; Valérie Déom, ancienne Députée fédérale et actuelle Directrice du secteur socioculturel de Solidaris Province de Namur et Gwenaëlle Grovonius, Députée wallonne.

Inscription obligatoire : fps.provincenamur@solidaris.be

WALLONIE PICARDE

Expos JE T'A(b)IME :

« Que portais-tu ce jour-là ? »

« Relations sous tension, créons l'attention ! »

Du 5 au 27 mars. Vernissage des 2 expos en ligne le 8 mars à 19h

Centre culturel MJC Comines-Warneton.

Infos : <https://www.facebook.com/events/442452386808646/>

Grève des femmes !

Le 8 mars à 17h

Rassemblement statique sur la Grand Place de Tournai.

Inscription obligatoire : <https://www.facebook.com/events/799314214328524>

Contacts :



FLORENCE VIERENDEEL

02/515 17 67 – florence.vierendeel@solidaris.be

<https://www.femmesprevoyantes.be/>

<https://www.facebook.com/femmes.prevoyantes.socialistes/>



STÉPHANIE JASSOGNE

02/515 04 06 - Stephanie.jassogne@solidaris.be

<https://www.femmesprevoyantes.be/>

<https://www.facebook.com/femmes.prevoyantes.socialistes/>



ELOÏSE MALCOURANT

02 515 17 68 – eloise.malcourant@solidaris.be

<https://www.planningsfps.be/>

<https://www.facebook.com/fcpf.fps>

Avec le soutien de :

